

États financiers consolidés résumés intermédiaires du

**GROUPE CGI INC.**

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2018 et 2017  
(non audités)

# États consolidés intermédiaires du résultat

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

	Notes	2018	2017
		\$	\$
<b>Revenus</b>	8	<b>2 963 946</b>	2 816 895
Charges d'exploitation			
Coûts des services et frais de vente et d'administration		<b>2 526 789</b>	2 410 632
Frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration	6b	<b>4 438</b>	15 746
Coûts de restructuration		—	32 773
Charges financières nettes		<b>14 610</b>	17 134
Gain de change		<b>(2 015)</b>	(69)
		<b>2 543 822</b>	2 476 216
Bénéfice avant impôt sur les bénéfices		<b>420 124</b>	340 679
Charge d'impôt sur les bénéfices		<b>108 650</b>	55 414
<b>Bénéfice net</b>		<b>311 474</b>	285 265
<b>Bénéfice par action</b>			
Bénéfice de base par action	5c	<b>1,12</b>	0,99
Bénéfice par action après dilution	5c	<b>1,11</b>	0,98

Se reporter aux notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

# États consolidés intermédiaires du résultat global

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre  
(en milliers de dollars canadiens) (non audités)

	2018	2017
	\$	\$
<b>Bénéfice net</b>	<b>311 474</b>	<b>285 265</b>
Éléments qui seront reclassés ultérieurement dans le bénéfice net (déduction faite de l'impôt sur les bénéfices) :		
Gains nets non réalisés découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger	341 555	56 358
Pertes nettes sur les swaps de devises ainsi que découlant de la conversion de la dette à long terme désignés comme couvertures des investissements nets dans des établissements à l'étranger	(75 192)	(14 845)
Coûts différés de couverture des swaps de devises désignés comme couvertures des investissements nets dans des établissements à l'étranger	7 027	—
Gains nets non réalisés sur les couvertures de flux de trésorerie	39 475	1 688
Gains nets (pertes nettes) non réalisé(e)s sur les placements non courants à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	770	(317)
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement dans le bénéfice net (déduction faite de l'impôt sur les bénéfices) :		
Pertes nettes (gains nets) de réévaluation sur les régimes à prestations définies	(6 932)	13 037
Autres éléments du résultat global	306 703	55 921
<b>Résultat global</b>	<b>618 177</b>	<b>341 186</b>

Se reporter aux notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

# Bilans consolidés intermédiaires

(en milliers de dollars canadiens) (non audités)

	Notes	Au 31 décembre 2018	Au 30 septembre 2018
		\$	\$
<b>Actif</b>			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7c et 9	406 132	184 091
Créances clients		1 523 885	1 481 368
Travaux en cours		1 035 500	942 826
Instruments financiers dérivés courants	9	16 129	12 395
Charges payées d'avance et autres actifs courants		143 452	153 554
Impôt sur les bénéfices		3 949	4 646
Total des actifs courants avant les fonds détenus pour des clients		3 129 047	2 778 880
Fonds détenus pour des clients		604 416	325 552
Total des actifs courants		3 733 463	3 104 432
Immobilisations corporelles		400 465	388 093
Coûts liés à des contrats		241 860	243 147
Immobilisations incorporelles		484 457	479 326
Autres actifs non courants		110 485	104 948
Actifs financiers non courants		146 800	117 736
Actifs d'impôt différé		117 628	139 664
Goodwill		7 637 294	7 341 720
		12 872 452	11 919 066
<b>Passif</b>			
Passifs courants			
Fournisseurs et autres créditeurs		1 220 666	1 134 802
Rémunération à payer		630 688	602 245
Instruments financiers dérivés courants	9	8 143	39 418
Revenus différés		330 715	399 549
Impôt sur les bénéfices		230 886	194 681
Provisions		65 887	72 068
Tranche courante de la dette à long terme		172 940	348 580
Total des passifs courants avant les obligations liées aux fonds des clients		2 659 925	2 791 343
Obligations liées aux fonds des clients		606 143	328 324
Total des passifs courants		3 266 068	3 119 667
Impôt sur les bénéfices à long terme		11 192	10 603
Provisions non courantes		31 172	25 933
Dette à long terme		2 013 365	1 452 313
Autres passifs non courants		203 853	205 646
Instruments financiers dérivés non courants	9	57 574	77 754
Passifs d'impôt différé		181 143	173 009
Obligations au titre des prestations de retraite		176 102	169 334
		5 940 469	5 234 259
<b>Capitaux propres</b>			
Bénéfices non distribués		4 234 022	4 251 424
Cumul des autres éléments du résultat global	4	508 299	201 596
Capital-actions	5a	1 978 201	2 018 592
Surplus d'apport		211 461	213 195
		6 931 983	6 684 807
		12 872 452	11 919 066

Se reporter aux notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

# États consolidés intermédiaires des variations des capitaux propres

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre  
(en milliers de dollars canadiens) (non audités)

	Notes	Bénéfices non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Capital-actions	Surplus d'apport	Total des capitaux propres
		\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 30 septembre 2018		4 251 424	201 596	2 018 592	213 195	6 684 807
Bénéfice net		311 474	—	—	—	311 474
Autres éléments du résultat global		—	306 703	—	—	306 703
<b>Résultat global</b>		<b>311 474</b>	<b>306 703</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>618 177</b>
Charges au titre des paiements fondés sur des actions		—	—	—	9 464	9 464
Incidence de l'impôt liée aux options sur actions		—	—	—	(266)	(266)
Exercice d'options sur actions	5a	—	—	18 590	(3 281)	15 309
Exercice d'unités d'actions liées au rendement	5a	—	—	7 651	(7 651)	—
Rachat aux fins d'annulation d'actions subalternes classe A avec droit de vote	5a	(328 876)	—	(35 892)	—	(364 768)
Achat d'actions subalternes classe A avec droit de vote détenues en fiducie	5a	—	—	(30 740)	—	(30 740)
<b>Solde au 31 décembre 2018</b>		<b>4 234 022</b>	<b>508 299</b>	<b>1 978 201</b>	<b>211 461</b>	<b>6 931 983</b>

	Notes	Bénéfices non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Capital-actions	Surplus d'apport	Total des capitaux propres
		\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 30 septembre 2017		3 794 439	159 391	2 054 725	194 071	6 202 626
Bénéfice net		285 265	—	—	—	285 265
Autres éléments du résultat global		—	55 921	—	—	55 921
<b>Résultat global</b>		<b>285 265</b>	<b>55 921</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>341 186</b>
Charges au titre des paiements fondés sur des actions		—	—	—	12 202	12 202
Incidence de l'impôt liée aux options sur actions		—	—	—	(2 884)	(2 884)
Exercice d'options sur actions	5a	—	—	29 666	(5 455)	24 211
Exercice d'unités d'actions liées au rendement	5a	—	—	7 439	(7 439)	—
Achat d'actions subalternes classe A avec droit de vote détenues en fiducie	5a	—	—	(24 789)	—	(24 789)
Revente d'actions subalternes classe A avec droit de vote détenues en fiducie		—	—	504	24	528
<b>Solde au 31 décembre 2017</b>		<b>4 079 704</b>	<b>215 312</b>	<b>2 067 545</b>	<b>190 519</b>	<b>6 553 080</b>

Se reporter aux notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

# États consolidés intermédiaires des flux de trésorerie

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre  
(en milliers de dollars canadiens) (non audités)

	Notes	2018	2017
		\$	\$
<b>Activités d'exploitation</b>			
Bénéfice net		311 474	285 265
Ajustements pour :			
Amortissement		95 700	93 290
Charge d'impôt différé		6 837	(51 033)
Perte de change		13 334	3 317
Charges au titre des paiements fondés sur des actions		9 464	12 202
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	7a	(45 280)	67 049
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		391 529	410 090
<b>Activités d'investissement</b>			
Acquisitions d'entreprises (compte tenu du découvert bancaire pris en charge et de la trésorerie acquise)	6a	(23 508)	(198 997)
Acquisition d'immobilisations corporelles		(33 170)	(30 022)
Ajouts de coûts liés à des contrats		(19 790)	(17 440)
Ajouts d'immobilisations incorporelles		(27 997)	(23 404)
Acquisition de placements non courants		(3 343)	(6 322)
Produit tiré de la vente de placements non courants		745	1 287
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement		(107 063)	(274 898)
<b>Activités de financement</b>			
Variation nette de la facilité de crédit renouvelable non garantie		(194 795)	(41 796)
Augmentation de la dette à long terme		674 523	13 299
Remboursement de la dette à long terme		(200 642)	(13 263)
Remboursement de la dette prise en charge dans le cadre d'acquisitions d'entreprises		—	(21 946)
Règlement d'instruments financiers dérivés	9	(1 934)	—
Achat d'actions subalternes classe A avec droit de vote détenues en fiducie	5a	(30 740)	(24 789)
Revente d'actions subalternes classe A avec droit de vote détenues en fiducie		—	528
Rachat et annulation d'actions subalternes classe A avec droit de vote	5a	(348 326)	—
Émission d'actions subalternes classe A avec droit de vote		15 381	24 214
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement		(86 533)	(63 753)
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		24 108	1 631
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		222 041	73 070
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période		184 091	165 872
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>		<b>406 132</b>	<b>238 942</b>

Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 7).

Se reporter aux notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

# Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2018 et 2017

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

## 1. Description des activités

Le Groupe CGI inc. (la Société), directement ou par l'intermédiaire de ses filiales, fournit des services en technologies de l'information (TI), ainsi que des services en gestion des processus d'affaires, afin d'aider ses clients à réaliser leurs stratégies de façon efficace tout en créant de la valeur ajoutée. Les services de la Société comprennent la gestion des TI et des fonctions d'affaires (impartition), l'intégration de systèmes, des services-conseils, ainsi que la vente de solutions d'affaires. La Société a été constituée en vertu de la partie IA de la Loi sur les compagnies (Québec), qui a été remplacée par la Loi sur les sociétés par actions (Québec), sanctionnée le 14 février 2011, et ses actions subalternes classe A avec droit de vote sont négociées sur le marché. Le siège social et les bureaux de la direction de la Société sont situés au 1350, boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal (Québec) H3G 1T4, Canada.

## 2. Mode de présentation

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*, telle qu'elle a été publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB). De plus, les états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été préparés selon les méthodes comptables décrites à la note 3, Sommaire des principales méthodes comptables, des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 30 septembre 2018, qui ont été appliquées de manière uniforme pour toutes les périodes présentées à l'exception des nouvelles normes comptables adoptées le 1<sup>er</sup> octobre 2018 décrites ci-après à la note 3, Modifications de méthodes comptables.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires doivent être lus avec les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 30 septembre 2018.

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2018 et 2017 ont été autorisés pour publication par le conseil d'administration le 30 janvier 2019.

## 3. Modifications de méthodes comptables

### ADOPTION DE NORMES COMPTABLES

Les normes suivantes ont été adoptées par la Société le 1<sup>er</sup> octobre 2018 :

#### **IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients**

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, qui précise la méthode et le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires, et exige la présentation d'informations plus détaillées et pertinentes. La norme remplace l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, l'IAS 11, *Contrats de construction*, et d'autres interprétations relatives aux produits des activités ordinaires.

La Société a adopté l'IFRS 15 conformément à la méthode rétrospective modifiée, sans retraitement des chiffres comparatifs.

Les principales modifications aux méthodes comptables présentées dans les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 30 septembre 2018 sont les suivantes :

- Les activités d'implantation initiales des accords d'impartition et de gestion des processus d'affaires, qui n'étaient auparavant pas considérées comme des éléments identifiables séparément, pourraient dans certains cas être considérées comme une obligation de prestation séparée si elles peuvent exister de façon distincte selon les critères de l'IFRS 15, entraînant une accélération de la comptabilisation des revenus et des coûts connexes liés au contrat.
- Auparavant, lorsque les licences d'utilisation de logiciels avaient une valeur en soi pour le client et qu'elles étaient considérées comme des éléments identifiables séparément, les revenus tirés de ces licences d'utilisation de logiciels étaient comptabilisés à la livraison. Selon l'IFRS 15, lorsqu'un accord vise d'importants services de personnalisation, les revenus tirés des licences d'utilisation de logiciels sont dorénavant combinés à ceux des services, entraînant un report de la comptabilisation des revenus.

# Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2018 et 2017

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

## 3. Modifications de méthodes comptables (suite)

### ADOPTION DE NORMES COMPTABLES (SUITE)

#### IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients (suite)

- La Société a modifié sa présentation des travaux en cours et des revenus différés, qui sont maintenant présentés par contrat, séparément des créances clients, et non plus par projet comme c'était le cas auparavant pour les accords d'intégration de systèmes et de services-conseils.
- L'IFRS 15 indique que l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, doit maintenant être appliquée pour estimer les pertes sur des contrats générateurs de revenus. Par conséquent, les montants connexes qui étaient auparavant classés dans les fournisseurs et autres créditeurs et dans les autres passifs non courants sont maintenant classés dans les provisions courantes et non courantes.
- L'IFRS 15 requiert des informations additionnelles reliées à la ventilation des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients. Par conséquent, la Société présente maintenant trimestriellement des informations sur les produits des activités ordinaires par emplacement géographique, type de service et principaux clients à la note 8, Information sectorielle, conformément aux informations présentées annuellement dans les états financiers consolidés de la Société.
- La Société présentera des informations annuelles additionnelles dans ses états financiers consolidés de l'exercice qui sera clos le 30 septembre 2019.

L'adoption de l'IFRS 15 n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société.

#### IFRS 9 – Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a modifié l'IFRS 9, *Instruments financiers*, qui remplace l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*.

La Société a adopté l'IFRS 9 de manière rétrospective, sans retraitement des chiffres comparatifs.

Les principales modifications aux méthodes comptables présentées dans les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 30 septembre 2018 sont les suivantes :

- La norme simplifie le classement des actifs financiers, tout en reprenant la plupart des exigences de l'IAS 39. Les actifs financiers de la Société auparavant classés comme des prêts et créances sont maintenant classés au coût amorti et ils continuent d'être évalués ainsi. Les actifs financiers auparavant classés comme disponibles à la vente sont maintenant classés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et ils continuent d'être évalués ainsi. Les autres actifs financiers et les dérivés non admissibles à la comptabilité de couverture sont toujours classés et évalués à la juste valeur par le biais du bénéfice net. Les passifs financiers auparavant classés comme autres passifs sont maintenant classés au coût amorti et ils continuent d'être évalués ainsi.
- La norme introduit un nouveau modèle de dépréciation qui s'applique aux créances clients, aux actifs sur contrat, aux montants à recevoir à long terme et aux obligations non courantes de la Société. La Société n'est pas assujettie à un risque de crédit important compte tenu de son bassin vaste et diversifié de clients et de sa stratégie d'atténuation des risques visant à investir dans des obligations d'État et de sociétés de première qualité notées A ou plus. La Société a appliqué l'approche simplifiée à l'égard de ses créances clients, ses actifs sur contrat et ses montants à recevoir à long terme et s'est prévaluée de l'exemption pour risque de crédit faible à l'égard de ses obligations non courantes.

# Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2018 et 2017

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

## 3. Modifications de méthodes comptables (suite)

### ADOPTION DE NORMES COMPTABLES (SUITE)

#### IFRS 9 – Instruments financiers (suite)

- Finalement, l'IFRS 9 introduit un nouveau modèle de comptabilité de couverture qui s'aligne mieux avec les activités de gestion des risques. La Société a appliqué le nouveau modèle de comptabilité de couverture et les relations de couverture existantes sont encore admissibles à la comptabilité de couverture en vertu de ce nouveau modèle. La Société a choisi de comptabiliser l'élément report/déport des swaps de devises désignés comme instruments de couverture de l'investissement net de la Société dans ses établissements en Europe en tant que coûts de couverture. Par conséquent, en date du 1er octobre 2018, des coûts différés de couverture de 25 997 000 \$, déduction faite d'un recouvrement d'impôt sur les bénéfices cumulé de 3 885 000 \$, ont été comptabilisés dans une composante séparée du cumul des autres éléments du résultat global.
- La Société présentera des informations annuelles additionnelles dans ses états financiers consolidés de l'exercice qui sera clos le 30 septembre 2019.

L'adoption de l'IFRS 9 n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société.

### MODIFICATION FUTURE D'UNE NORME COMPTABLE

La norme suivante a été publiée, mais n'est pas encore en vigueur. L'analyse préliminaire réalisée par la Société est susceptible de changer, puisque la Société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

#### IFRS 16 – Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*, qui établit les principes de comptabilisation, d'évaluation et de présentation des contrats de location, ainsi que les informations à fournir à leur sujet, pour les deux parties au contrat de location. La norme remplace l'IAS 17, *Contrats de location*, et d'autres interprétations relatives aux contrats de location, élimine le classement des contrats de location à titre de contrats de location simple ou de contrats de location-financement et introduit un modèle unique de comptabilisation par le preneur. La norme entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2019 pour la Société. La norme peut être appliquée au moyen de l'une des deux méthodes suivantes : i) de façon rétrospective à chaque période antérieure pour laquelle la Société présente de l'information financière; ii) de façon rétrospective en comptabilisant l'effet cumulé de l'application initiale de la norme à la date de première application (méthode rétrospective modifiée). La Société prévoit adopter l'IFRS 16 conformément à la méthode rétrospective modifiée.

Afin de se préparer à la conversion à l'IFRS 16, la Société a élaboré un plan de conversion détaillé en trois étapes : 1) familiarisation et évaluation, 2) conception, 3) mise en œuvre. La Société en est actuellement à la première étape du plan de conversion. Dans le cadre de cette étape, la Société a mis en place un comité directeur qui est responsable de faire le suivi des progrès et d'approuver les recommandations de l'équipe de projet. Les membres du comité directeur se rencontrent régulièrement et transmettent des mises à jour trimestrielles au Comité d'audit et de gestion des risques.

Dans les cas où la Société est le preneur, l'application de l'IFRS 16 devrait entraîner la comptabilisation au bilan de la plupart de ses contrats de location qui sont actuellement considérés comme des contrats de location simple et qui visent principalement la location de locaux. La Société s'attend également à une diminution de ses coûts immobiliers et à une augmentation de ses charges financières et de l'amortissement découlant de la modification apportée à la comptabilisation, à l'évaluation et à la présentation des charges locatives. La Société ne prévoit pas que l'adoption de l'IFRS 16 aura une incidence importante sur sa capacité à respecter les clauses restrictives imposées par des tiers touchant ses billets de premier rang non garantis en devise américaine et en euros, sa facilité de crédit renouvelable non garantie et sa facilité d'emprunt à terme non garantie présentés à la note 32, Gestion du risque de capital, des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 30 septembre 2018. La Société poursuit l'évaluation détaillée et il n'est pas encore possible d'estimer de manière fiable l'incidence qu'aura la norme sur ses états financiers consolidés.

# Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2018 et 2017

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

## 4. Cumul des autres éléments du résultat global

	Au 31 décembre 2018	Au 30 septembre 2018
	\$	\$
Éléments qui seront reclassés ultérieurement dans le bénéfice net :		
Gains nets non réalisés découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger, déduction faite d'une charge d'impôt sur les bénéfices cumulée de 81 652 \$ (72 054 \$ au 30 septembre 2018)	1 100 570	759 015
Pertes nettes sur les swaps de devises ainsi que découlant de la conversion de la dette à long terme désignés comme couvertures des investissements nets dans des établissements à l'étranger, déduction faite d'un recouvrement d'impôt sur les bénéfices cumulé de 81 680 \$ (73 502 \$ au 30 septembre 2018)	(528 595)	(479 400)
Coûts différés de la couverture des swaps de devises désignés comme couvertures des investissements nets dans des établissements à l'étranger, déduction faite d'un recouvrement d'impôt sur les bénéfices cumulé de 2 897 \$ (néant au 30 septembre 2018)	(18 970)	—
Gains nets (pertes nettes) non réalisé(e)s sur les couvertures de flux de trésorerie, déduction faite d'une charge d'impôt sur les bénéfices cumulée de 8 578 \$ (déduction faite d'un recouvrement d'impôt sur les bénéfices cumulé de 12 286 \$ au 30 septembre 2018)	12 689	(26 786)
Pertes nettes non réalisées sur les placements non courants à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, déduction faite d'un recouvrement d'impôt sur les bénéfices cumulé de 445 \$ (734 \$ au 30 septembre 2018)	(1 846)	(2 616)
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement dans le bénéfice net :		
Pertes de réévaluation nettes sur les régimes à prestations définies, déduction faite d'un recouvrement d'impôt sur les bénéfices cumulé de 14 696 \$ (13 021 \$ au 30 septembre 2018)	(55 549)	(48 617)
	<b>508 299</b>	<b>201 596</b>

# Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2018 et 2017

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

## 5. Capital-actions, paiements fondés sur des actions et bénéfice par action

### a) Capital-actions

	Actions subalternes classe A avec droit de vote		Actions classe B à droits de vote multiples		Total	
	Nombre	Valeur comptable \$	Nombre	Valeur comptable \$	Nombre	Valeur comptable \$
Au 30 septembre 2018	250 425 114	1 978 210	28 945 706	40 382	279 370 820	2 018 592
Émises par suite de l'exercice d'options sur actions <sup>1</sup>	391 395	18 590	—	—	391 395	18 590
Unités d'actions liées au rendement (UAR) exercées <sup>2</sup>	—	7 651	—	—	—	7 651
Rachetées et annulées <sup>3</sup>	(4 244 100)	(33 869)	—	—	(4 244 100)	(33 869)
Rachetées et non annulées <sup>3</sup>	—	(2 023)	—	—	—	(2 023)
Achetées et détenues en fiducie <sup>4</sup>	—	(30 740)	—	—	—	(30 740)
<b>Au 31 décembre 2018</b>	<b>246 572 409</b>	<b>1 937 819</b>	<b>28 945 706</b>	<b>40 382</b>	<b>275 518 115</b>	<b>1 978 201</b>

<sup>1</sup> La valeur comptable des actions subalternes classe A avec droit de vote comprend un montant de 3 281 000 \$ (5 455 000 \$ pour la période de trois mois close le 31 décembre 2017) qui correspond à une réduction du surplus d'apport et qui représente la valeur du coût de rémunération cumulé lié aux options sur actions exercées au cours de la période.

<sup>2</sup> Au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2018, 160 694 UAR ont été exercées (172 068 au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2017), dont la valeur comptabilisée de 7 651 000 \$ (7 439 000 \$ au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2017) a été retirée du surplus d'apport. Au 31 décembre 2018, 875 480 actions subalternes classe A avec droit de vote étaient détenues en fiducie en vertu des régimes d'UAR (661 179 au 31 décembre 2017).

<sup>3</sup> Le 30 janvier 2019, le conseil d'administration de la Société a autorisé, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, le renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société, permettant à celle-ci de racheter aux fins d'annulation sur le marché libre jusqu'à 20 100 499 actions subalternes classe A avec droit de vote par l'entremise de la Bourse de Toronto, de la Bourse de New York et/ou d'autres types de plateforme de négociation ou autrement conformément à des dispenses émises par les autorités en valeurs mobilières. Les actions subalternes classe A avec droit de vote peuvent être rachetées aux fins d'annulation dès le 6 février 2019 jusqu'au 5 février 2020 au plus tard, ou plus tôt si la Société procédait au rachat du nombre maximal d'actions ou décidait de mettre fin à l'offre publique de rachat.

Au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2018, la Société a racheté aux fins d'annulation 4 444 100 actions subalternes classe A avec droit de vote (néant au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2017) dans le cadre de son offre publique actuelle de rachat dans le cours normal de ses activités pour une contrepartie en trésorerie de 364 768 000 \$ (néant au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2017), et l'excédent du prix d'achat sur la valeur comptable, de l'ordre de 328 876 000 \$ (néant au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2017), a été imputé aux bénéfices non distribués. De ces 4 444 100 actions subalternes classe A avec droit de vote rachetées aux fins d'annulation, 250 000 actions subalternes classe A avec droit de vote d'une valeur comptable de 2 023 000 \$ et d'une valeur d'achat de 20 622 000 \$ étaient détenues par la Société et ont été payées et annulées après le 31 décembre 2018.

Au 30 septembre 2018, 50 000 actions subalternes classe A avec droit de vote rachetées aux fins d'annulation d'une valeur comptable de 402 000 \$ et assorties d'une contrepartie en trésorerie de 4 180 000 \$ étaient détenues par la Société et ont été payées et annulées au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2018.

<sup>4</sup> Au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2018, les fiduciaires, conformément aux modalités des régimes d'UAR et des contrats de fiducie, ont acheté sur le marché libre 374 995 actions subalternes classe A avec droit de vote de la Société (372 290 au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2017), pour une contrepartie en trésorerie de 30 740 000 \$ (24 789 000 \$ au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2017).

# Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2018 et 2017

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

## 5. Capital-actions, paiements fondés sur des actions et bénéfice par action (suite)

### b) Paiements fondés sur des actions

#### i) Options sur actions

En vertu du régime d'options sur actions de la Société, le conseil d'administration peut, à son gré, attribuer à certains employés, dirigeants et administrateurs de la Société et de ses filiales, des options sur actions leur permettant d'acquérir des actions subalternes classe A avec droit de vote de la Société. Le prix d'exercice est déterminé par le conseil d'administration et est égal au cours de clôture des actions subalternes classe A avec droit de vote à la Bourse de Toronto le jour précédant la date d'attribution. Les droits rattachés aux options sur actions deviennent acquis annuellement sur une période de quatre ans après la date d'attribution, sous réserve de l'atteinte d'objectifs de rendement, et les options sur actions doivent être exercées dans un délai de dix ans, sauf en cas de départ à la retraite, de cessation d'emploi ou de décès.

Le tableau suivant présente des renseignements relatifs à toutes les options sur actions en cours attribuées par la Société :

En cours au 30 septembre 2018	12 830 826
Attribuées	49 582
Exercées (note 5a)	(391 395)
Éteintes	(864 497)
Échues	(578)
<b>En cours au 31 décembre 2018</b>	<b>11 623 938</b>

La juste valeur moyenne pondérée des options sur actions attribuées au cours des périodes de trois mois closes les 31 décembre et les hypothèses moyennes pondérées utilisées aux fins du calcul de leur juste valeur à la date d'attribution en utilisant le modèle d'évaluation du prix des options de Black et Scholes sont comme suit :

	2018	2017
Juste valeur à la date d'attribution (\$)	16,28	13,44
Rendement du dividende (%)	0,00	0,00
Volatilité prévue (%) <sup>1</sup>	20,07	21,67
Taux d'intérêt sans risque (%)	2,32	1,57
Durée prévue (en années)	4,00	4,00
Prix d'exercice (\$)	81,30	67,71
Cours de l'action (\$)	81,30	67,71

<sup>1</sup> La volatilité prévue a été établie selon les formules statistiques et l'historique hebdomadaire moyen des prix de clôture quotidiens sur la période de la durée de vie prévue des options.

# Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2018 et 2017

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

## 5. Capital-actions, paiements fondés sur des actions et bénéfice par action (suite)

### b) Paiements fondés sur des actions (suite)

#### ii) Unités d'actions liées au rendement (UAR)

La Société maintient deux régimes d'UAR ayant des modalités semblables. En vertu des deux régimes d'UAR, le conseil d'administration peut attribuer aux cadres supérieurs et à d'autres employés clés (participants) des UAR qui leur donnent droit à une action subalterne classe A avec droit de vote pour chaque UAR. Les conditions liées à l'acquisition des droits et au rendement sont établies par le conseil d'administration à la date d'attribution. Les UAR expirent le jour ouvrable précédant le 31 décembre de la troisième année civile suivant la fin de l'exercice au cours duquel l'attribution a été effectuée, sauf en cas de départ à la retraite, de cessation d'emploi ou de décès. Sous réserve de l'atteinte d'objectifs de rendement, les droits rattachés aux UAR attribuées en vertu du premier régime s'acquièrent annuellement sur une période de quatre ans à partir de la date d'attribution et les droits rattachés aux UAR attribuées en vertu du deuxième régime s'acquièrent à la fin de la période de quatre ans.

Les actions subalternes classe A avec droit de vote achetées dans le cadre des régimes d'UAR sont détenues en fiducie à l'intention des participants. Les fiducies, considérées comme des entités structurées, sont consolidées dans les états financiers consolidés de la Société, et le coût des actions achetées est comptabilisé en réduction du capital-actions (note 5a).

Le tableau suivant présente des renseignements relatifs au nombre d'UAR en cours attribuées par la Société :

En cours au 30 septembre 2018	658 732
Attribuées <sup>1</sup>	472 187
Exercées (note 5a)	(160 694)
Éteintes	(94 745)
<b>En cours au 31 décembre 2018</b>	<b>875 480</b>

<sup>1</sup> Les UAR attribuées au cours de la période avaient une juste valeur à la date d'attribution de 83,24 \$ par unité.

### c) Bénéfice par action

Le tableau suivant présente le calcul du bénéfice de base par action et du bénéfice par action après dilution pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre :

	2018			2017		
	Bénéfice net	Nombre moyen pondéré d'actions en circulation <sup>1</sup>	Bénéfice par action	Bénéfice net	Nombre moyen pondéré d'actions en circulation <sup>1</sup>	Bénéfice par action
	\$		\$	\$		\$
De base	311 474	276 971 263	1,12	285 265	286 799 266	0,99
Incidence nette des options sur actions et UAR dilutives <sup>2</sup>		4 596 834			4 773 006	
	311 474	281 568 097	1,11	285 265	291 572 272	0,98

<sup>1</sup> Au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2018, 4 444 100 actions subalternes classe A avec droit de vote rachetées aux fins d'annulation et 875 480 actions subalternes classe A avec droit de vote détenues en fiducie ont été exclues du calcul du nombre moyen pondéré d'actions en circulation à compter de la date de la transaction (respectivement néant et 661 179 au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2017).

<sup>2</sup> Le calcul du résultat par action après dilution exclut 1 812 850 options sur actions pour la période de trois mois close le 31 décembre 2018 (5 281 199 pour la période de trois mois close le 31 décembre 2017) puisqu'elles étaient antidilutives.

# Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2018 et 2017

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

## 6. Investissements dans les filiales

### a) Acquisition

Le 11 octobre 2018, la Société a acquis la totalité des actions en circulation de ckc AG, un fournisseur spécialisé en développement agile de logiciels et en services de gestion, qui exerce ses activités principalement dans le secteur automobile, établi à Brunswick, en Allemagne, pour une contrepartie en trésorerie totalisant 20 965 000 \$ compte non tenu du découvert bancaire pris en charge de 2 543 000 \$.

Le prix d'acquisition a été affecté majoritairement au goodwill, qui n'est pas déductible aux fins de l'impôt, et qui représente principalement la valeur économique future liée à la main-d'œuvre acquise et les synergies avec les activités de la Société. La répartition du prix d'acquisition est préliminaire et devrait être finalisée dès que la direction aura recueilli tous les renseignements pertinents disponibles et jugés nécessaires à cette fin.

Cette acquisition a été réalisée pour consolider le modèle axé sur la proximité client de la Société et solidifier davantage ses capacités à l'échelle mondiale dans plusieurs secteurs à forte demande pour la transformation numérique.

### b) Frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration

Au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2018, la Société a passé en charges 4 438 000 \$ au titre des frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration (15 746 000 \$ au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2017). Ce montant comprend des frais connexes aux acquisitions de 95 000 \$ (885 000 \$ au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2017) et des coûts d'intégration de 4 343 000 \$ (14 861 000 \$ au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2017). Les frais connexes aux acquisitions se composent principalement des honoraires engagés dans le cadre des acquisitions. Les coûts d'intégration englobent principalement des coûts liés à la cessation d'emploi de 2 925 000 \$ (4 808 000 \$ au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2017), comptabilisés au titre de la provision pour restructuration, des contrats de location visant des locaux libérés de 151 000 \$ (9 548 000 \$ au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2017), comptabilisés au titre de la provision pour contrats de location déficitaires, et d'autres coûts d'intégration de 1 267 000 \$ (505 000 \$ au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2017).

# Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2018 et 2017

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

## 7. Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie

a) La variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement s'établit comme suit pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre :

	2018	2017
	\$	\$
Créances clients	38 471	(87 783)
Travaux en cours	(48 857)	126
Charges payées d'avance et autres actifs	12 063	18 242
Actifs financiers non courants	4 661	1 249
Fournisseurs et autres créditeurs	25 902	78 753
Rémunération à payer	789	1 521
Revenus différés	(89 994)	(4 318)
Provisions	(3 990)	6 533
Passifs non courants	(5 660)	3 436
Obligations au titre des prestations de retraite	(1 964)	(2 084)
Instruments financiers dérivés	(582)	1 490
Impôt sur les bénéfices	23 881	49 884
	(45 280)	67 049

b) Les intérêts nets payés et l'impôt sur les bénéfices payé sont classés dans les activités d'exploitation et s'établissent comme suit pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre :

	2018	2017
	\$	\$
Intérêts nets payés	20 256	15 597
Impôt sur les bénéfices payé	59 122	40 447

c) La trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient entièrement composés d'encaisse non affectée au 31 décembre 2018 et au 30 septembre 2018.

# Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2018 et 2017

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

## 8. Information sectorielle

Au cours de l'exercice précédent, la direction révisait les résultats d'exploitation de la Société selon les neuf secteurs opérationnels suivants, soit les unités d'affaires stratégiques de la Société : Europe du Nord (y compris les pays nordiques européens, les pays baltes et la Pologne); Canada; France (y compris le Luxembourg et le Maroc); États-Unis d'Amérique (É.-U.) Secteur privé et gouvernements locaux; É.-U. Gouvernement fédéral américain; Royaume-Uni (R.-U.); Est, centre et sud de l'Europe (principalement les Pays-Bas et l'Allemagne); Centres mondiaux de prestation de services en Asie-Pacifique (Inde et Philippines) et Australie.

Au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2018, la Société a révisé sa structure de gestion et gère ses activités selon les neuf secteurs opérationnels suivants : Ouest et sud de l'Europe (principalement la France, le Portugal et la Belgique); Europe du Nord (y compris les pays nordiques européens, les pays baltes et la Pologne); Canada; É.-U. Secteur privé et gouvernements locaux; É.-U. Gouvernement fédéral américain; R.-U.; Centre et est de l'Europe (principalement les Pays-Bas et l'Allemagne); Centres mondiaux de prestation de services en Asie Pacifique (Inde et Philippines) et Australie. Les deux derniers secteurs opérationnels, dont les revenus, les bénéfices et les actifs de chacun représentent moins de 10 % du total des revenus, du bénéfice et des actifs de la Société, ont été regroupés sous le secteur Asie-Pacifique.

Les secteurs opérationnels reflètent la structure de gestion révisée ainsi que la façon dont le principal décideur opérationnel, c'est-à-dire le président et chef de la direction de la Société, évalue les activités. Les tableaux ci-après présentent de l'information sur les activités de la Société en fonction de sa structure de gestion révisée, qui comprend le transfert de ses activités en Belgique et le sud de l'Europe, qui sont passées du secteur opérationnel Centre et est de l'Europe à celui de l'Ouest et sud de l'Europe, ainsi que d'autres changements à l'organisation interne. La Société a révisé, de façon rétrospective, l'information sectorielle comparative pour la rendre conforme à la nouvelle structure d'information sectorielle.

	Période de trois mois close le 31 décembre 2018									
	Ouest et sud de l'Europe	Europe du Nord	Canada	É.-U. Secteur privé et gouvernements locaux	É.-U. Gouvernement fédéral américain	R.-U.	Centre et est de l'Europe	Asie-Pacifique	Total	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus sectoriels	511 492	463 276	432 544	433 600	384 161	308 228	279 953	150 692	2 963 946	
Bénéfice sectoriel avant les frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration, les charges financières nettes et la charge d'impôt sur les bénéfices <sup>1</sup>	71 016	49 435	87 222	67 503	52 740	48 600	24 515	38 141	439 172	
Frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration (note 6b)										(4 438)
Charges financières nettes										(14 610)
<b>Bénéfice avant impôt sur les bénéfices</b>										<b>420 124</b>

<sup>1</sup> Pour la période de trois mois close le 31 décembre 2018, l'amortissement total de 95 509 000 \$ inclus dans les secteurs Ouest et sud de l'Europe, Europe du Nord, Canada, É.-U. Secteur privé et gouvernements locaux, É.-U. Gouvernement fédéral américain, R.-U., Centre et est de l'Europe et Asie-Pacifique était de respectivement 10 825 000 \$, 14 424 000 \$, 16 449 000 \$, 17 569 000 \$, 6 688 000 \$, 16 795 000 \$, 8 586 000 \$ et 4 173 000 \$.

# Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2018 et 2017

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

## 8. Information sectorielle (suite)

	Période de trois mois close le 31 décembre 2017								
	Ouest et sud de l'Europe	Europe du Nord	Canada	É.-U. Secteur privé et gouvernements locaux	É.-U. Gouvernement fédéral américain	R.-U.	Centre et est de l'Europe	Asie- Pacifique	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus sectoriels	484 615	472 404	406 692	403 622	359 073	288 360	242 819	159 310	2 816 895
Bénéfice sectoriel avant les frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration, les coûts de restructuration, les charges financières nettes et la charge d'impôt sur les bénéfices <sup>1</sup>	68 893	44 610	87 374	60 650	48 358	47 082	18 363	31 002	406 332
Frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration (note 6b)									(15 746)
Coûts de restructuration									(32 773)
Charges financières nettes									(17 134)
Bénéfice avant impôt sur les bénéfices									340 679

<sup>1</sup> Pour la période de trois mois close le 31 décembre 2017, l'amortissement total de 92 605 000 \$ inclus dans les secteurs Ouest et sud de l'Europe, Europe du Nord, Canada, É.-U. Secteur privé et gouvernements locaux, É.-U. Gouvernement fédéral américain, R.-U., Centre et est de l'Europe et Asie-Pacifique était de respectivement 9 703 000 \$, 13 937 000 \$, 17 646 000 \$, 17 433 000 \$, 5 069 000 \$, 16 659 000 \$, 8 072 000 \$ et 4 086 000 \$.

Les méthodes comptables de chaque secteur opérationnel sont identiques à celles décrites à la note 3, Sommaire des principales méthodes comptables, des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 30 septembre 2018. Les revenus intersectoriels sont évalués de la même manière que si ces revenus provenaient de tiers.

# Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2018 et 2017

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

## 8. Information sectorielle (suite)

### INFORMATION GÉOGRAPHIQUE

Le tableau suivant présente les revenus provenant de tiers selon l'emplacement géographique du client, ce qui diffère des revenus présentés selon les secteurs opérationnels en raison des revenus intersectoriels, pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre :

	2018	2017
	\$	\$
<b>Ouest et sud de l'Europe</b>		
France	445 689	418 234
Ailleurs	69 217	70 316
	<b>514 906</b>	488 550
<b>Europe du Nord</b>		
Suède	207 354	209 134
Finlande	202 831	203 313
Ailleurs	75 905	82 395
	<b>486 090</b>	494 842
<b>Canada</b>	<b>473 803</b>	446 158
<b>É.-U.<sup>1</sup></b>	<b>834 861</b>	780 059
<b>R.-U.</b>	<b>341 739</b>	318 579
<b>Centre et est de l'Europe</b>		
Allemagne	151 525	115 640
Pays-Bas	116 620	111 164
Ailleurs	18 001	15 956
	<b>286 146</b>	242 760
<b>Asie-Pacifique</b>		
Ailleurs	26 401	45 947
	<b>26 401</b>	45 947
	<b>2 963 946</b>	2 816 895

<sup>1</sup> Les revenus provenant de tiers compris dans les secteurs opérationnels É.-U. Secteur privé et gouvernements locaux et É.-U. Gouvernement fédéral américain ont été de respectivement 445 139 000 \$ et 389 722 000 \$ pour la période de trois mois close le 31 décembre 2018 (respectivement 415 228 000 \$ et 364 831 000 \$ pour la période de trois mois close le 31 décembre 2017).

# Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2018 et 2017

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

## 8. Information sectorielle (suite)

### INFORMATION RELATIVE AUX SERVICES

Le tableau suivant présente les revenus en fonction des services fournis par la Société pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre :

	2018	2017
	\$	\$
Intégration de systèmes et services-conseils	1 557 230	1 478 143
Gestion des TI et des fonctions d'affaires	1 406 716	1 338 752
	2 963 946	2 816 895

### RENSEIGNEMENTS SUR LES PRINCIPAUX CLIENTS

Les contrats conclus avec le gouvernement fédéral américain et ses diverses agences, inclus dans le secteur opérationnel É.-U. Gouvernement fédéral américain, représentaient 356 518 000 \$ et 12,00 % des revenus pour la période de trois mois close le 31 décembre 2018 (344 136 000 \$ et 12,22 % pour la période de trois mois close le 31 décembre 2017).

# Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2018 et 2017

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

## 9. Instruments financiers

### JUSTE VALEUR

Tous les instruments financiers sont initialement évalués à la juste valeur et ultérieurement classés au coût amorti, à la juste valeur par le biais du bénéfice net ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

La Société a effectué les classements suivants :

#### Coût amorti

Les créances clients, la trésorerie comprise dans les fonds détenus pour des clients et les montants à recevoir à long terme comptabilisés dans les actifs financiers non courants, les fournisseurs et autres créditeurs, la rémunération à payer, la dette à long terme et les obligations liées aux fonds des clients.

#### Désignés à la juste valeur par le biais du bénéfice net

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les instruments financiers dérivés et les actifs au titre du régime de rémunération différée comptabilisés dans les actifs financiers non courants.

#### Désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Les obligations non courantes comprises dans les fonds détenus pour des clients et dans les placements non courants comptabilisés dans les actifs financiers non courants.

### HIÉRARCHIE DES JUSTES VALEURS

Les évaluations à la juste valeur comptabilisées au bilan consolidé sont classées selon les niveaux suivants :

Niveau 1 : un cours (non ajusté) sur un marché actif pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2 : les données autres que les cours visés au niveau 1, mais qui sont observables pour l'actif ou le passif directement ou indirectement;

Niveau 3 : les données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

### ÉVALUATIONS À LA JUSTE VALEUR

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Les techniques d'évaluation utilisées pour évaluer les instruments financiers sont les suivantes :

- La juste valeur des billets de premier rang non garantis en devise américaine et en euros, de la facilité de crédit renouvelable non garantie, de la facilité d'emprunt à terme non garantie et des autres dettes à long terme est évaluée en actualisant les flux de trésorerie attendus aux taux actuellement offerts à la Société pour des dettes ayant les mêmes échéances et conditions;
- La juste valeur des obligations non courantes comprises dans les fonds détenus pour des clients et des placements non courants est calculée en actualisant les flux de trésorerie futurs au moyen des données de marché observables, comme les courbes de taux d'intérêt ou les écarts de crédit, ou en fonction de transactions similaires dans des conditions de concurrence normale;

# Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2018 et 2017

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

## 9. Instruments financiers (suite)

### ÉVALUATIONS À LA JUSTE VALEUR (SUITE)

- La juste valeur des contrats de change à terme est établie au moyen des taux de change à terme à la fin de la période de présentation de l'information financière;
- La juste valeur des swaps de devises et des swaps de taux d'intérêt est établie d'après les données du marché (principalement les courbes de taux d'intérêt, des taux de change et des taux d'intérêt) pour calculer la valeur actualisée de tous les flux de trésorerie estimés;
- La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est établie au moyen des cours observables;
- La juste valeur des actifs au titre du régime de rémunération différée comptabilisés dans les actifs financiers non courants se fonde sur des cours observables à la date de clôture.

Aucun changement n'a été apporté aux techniques d'évaluation au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2018.

Le tableau suivant présente les passifs financiers compris dans la dette à long terme, évalués au coût amorti classés selon la hiérarchie des justes valeurs :

	Niveau	Au 31 décembre 2018		Au 30 septembre 2018	
		Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
		\$	\$	\$	\$
Billets de premier rang non garantis en devise américaine et en euros	Niveau 2	1 413 917	1 441 092	1 517 334	1 550 329
Facilité de crédit renouvelable non garantie	Niveau 2	—	—	194 795	194 795
Facilité d'emprunt à terme non garantie	Niveau 2	682 150	682 150	—	—
Obligations autres qu'en vertu de contrats de location-financement	Niveau 2	30 065	29 229	30 124	29 130
Obligations en vertu de contrats de location-financement	Niveau 2	31 245	30 772	29 909	29 193
Autre dette à long terme	Niveau 2	28 928	27 908	28 731	27 674
		<b>2 186 305</b>	<b>2 211 151</b>	1 800 893	1 831 121

# Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2018 et 2017

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

## 9. Instruments financiers (suite)

### ÉVALUATIONS À LA JUSTE VALEUR (SUITE)

Les actifs et les passifs financiers évalués à la juste valeur classés selon la hiérarchie des justes valeurs sont présentés dans le tableau ci-après :

	Niveau	Au 31 décembre 2018	Au 30 septembre 2018
		\$	\$
<b>Actifs financiers</b>			
<b>Actifs financiers à la juste valeur par le biais du bénéfice net</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Niveau 2	406 132	184 091
Actifs au titre du régime de rémunération différée	Niveau 1	57 184	56 900
		<b>463 316</b>	<b>240 991</b>
<b>Instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture</b>			
Instruments financiers dérivés courants	Niveau 2	16 129	12 395
Instruments financiers dérivés non courants	Niveau 2	36 954	11 312
		<b>53 083</b>	<b>23 707</b>
<b>Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global</b>			
Obligations non courantes comprises dans les fonds détenus pour des clients	Niveau 2	185 467	184 401
Placements non courants	Niveau 2	34 406	30 054
		<b>219 873</b>	<b>214 455</b>
<b>Passifs financiers</b>			
<b>Instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture</b>			
Instruments financiers dérivés courants	Niveau 2	8 143	39 418
Instruments financiers dérivés non courants	Niveau 2	57 574	77 754
		<b>65 717</b>	<b>117 172</b>

Au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2018, aucun transfert n'a été effectué entre le niveau 1 et le niveau 2.

# Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2018 et 2017

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

## 9. Instruments financiers (suite)

### ÉVALUATIONS À LA JUSTE VALEUR (SUITE)

Le tableau suivant résume la juste valeur des instruments financiers dérivés en cours :

	Comptabilisés dans	Au 31 décembre 2018	Au 30 septembre 2018
		\$	\$
<b>Couvertures des investissements nets dans des établissements en Europe</b>			
Swaps de devises de 365 700 € en dollars canadiens (490 500 € au 30 septembre 2018)	Actifs courants	—	8 545
	Passifs courants	<b>1 867</b>	—
	Passifs non courants	<b>18 392</b>	6 560
Swaps de devises de 371 900 couronnes suédoises en dollars canadiens (371 900 couronnes suédoises au 30 septembre 2018)	Actifs non courants	<b>561</b>	2 553
Swaps de devises de 75 842 £ en dollars canadiens (75 842 £ au 30 septembre 2018)	Actifs non courants	<b>4 973</b>	6 311
<b>Couvertures des investissements nets dans des établissements en Europe et couvertures de flux de trésorerie sur la facilité d'emprunt à terme non garantie</b>			
Swaps de devises de 500 000 \$ US en euros (néant au 30 septembre 2018)	Passifs non courants	<b>18 350</b>	—
<b>Couvertures de flux de trésorerie liées aux revenus futurs</b>			
Contrats de change à terme de 129 155 \$ US entre le dollar américain et la roupie indienne (126 537 \$ US au 30 septembre 2018)	Actifs courants	<b>199</b>	16
	Actifs non courants	<b>1 059</b>	89
	Passifs courants	<b>1 224</b>	3 884
	Passifs non courants	<b>953</b>	4 952
Contrats de change à terme de 261 214 \$ entre le dollar canadien et la roupie indienne (267 104 \$ au 30 septembre 2018)	Actifs courants	<b>10 142</b>	3 417
	Actifs non courants	<b>9 818</b>	1 573
	Passifs courants	—	4 254
	Passifs non courants	—	8 651
Contrats de change à terme de 100 584 € entre l'euro et la roupie indienne (103 588 € au 30 septembre 2018)	Actifs courants	<b>1 939</b>	16
	Actifs non courants	<b>3 118</b>	73
	Passifs courants	—	2 936
	Passifs non courants	—	4 601
Contrats de change à terme de 82 843 £ entre la livre sterling et la roupie indienne (85 674 £ au 30 septembre 2018)	Actifs courants	<b>2 109</b>	12
	Actifs non courants	<b>3 838</b>	53
	Passifs courants	<b>5</b>	2 697
	Passifs non courants	<b>3</b>	3 516
Contrats de change à terme de 71 629 € entre l'euro et la livre sterling (74 818 € au 30 septembre 2018)	Actifs courants	<b>39</b>	69
	Actifs non courants	<b>4</b>	8
	Passifs courants	<b>1 540</b>	1 289
	Passifs non courants	<b>1 704</b>	1 576
Contrats de change à terme de 61 637 € entre l'euro et le dirham marocain (63 064 € au 30 septembre 2018)	Actifs courants	<b>252</b>	71
	Actifs non courants	<b>1 204</b>	415
	Passifs courants	<b>913</b>	1 106
	Passifs non courants	<b>1 590</b>	2 322
Autres contrats de change à terme de 204 617 \$ (275 698 \$ au 30 septembre 2018)	Actifs courants	<b>1 449</b>	249
	Actifs non courants	<b>976</b>	158
	Passifs courants	<b>342</b>	1 302
	Passifs non courants	<b>191</b>	1 055

# Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2018 et 2017

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

## 9. Instruments financiers (suite)

### ÉVALUATIONS À LA JUSTE VALEUR (SUITE)

	Comptabilisés dans	Au 31 décembre 2018	Au 30 septembre 2018
		\$	\$
<b>Couvertures de flux de trésorerie sur les billets de premier rang non garantis en devise américaine</b>			
Swaps de devises de 560 000 \$ US en dollars canadiens (700 000 \$ US au 30 septembre 2018)	Actifs non courants	11 403	79
	Passifs courants	2 252	21 950
	Passifs non courants	8 845	32 195
<b>Couvertures de juste valeur liées aux billets de premier rang non garantis en devise américaine</b>			
Swaps de taux d'intérêt fixe contre taux variable de 250 000 \$ US (250 000 \$ US au 30 septembre 2018)	Passifs non courants	7 546	12 326

Au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2018, la Société a réglé des swaps de devises dont le montant nominal était de 193 900 000 \$ pour un montant net de 1 934 000 \$. La perte sur règlements a été comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et sera transférée dans le bénéfice net au moment de la cession de l'investissement net.

Au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2018, la Société a conclu une facilité d'emprunt à terme non garantie d'un montant nominal de 500 000 000 \$ US échéant en décembre 2023.

Au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2018, la Société a conclu des swaps de devises de dollars américains en euros d'un montant nominal de 500 000 000 \$ US qui ont été désignés comme couverture de change de l'investissement net de la Société dans ses établissements en Europe et comme couverture de flux de trésorerie de l'exposition de la Société au risque de taux d'intérêt et au risque de change découlant de sa facilité d'emprunt à terme non garantie de 500 000 000 \$ US.